



Table des matières

Introduction

Articles de Fond

2

- L'impact du COVID-19 sur les Organisations de Soutien aux Entreprises
- La résilience des OSE, essentielle à la reprise économique post-COVID-19
- Les petites entreprises peuvent-elles traverser la période COVID-19 ?
- L'Afrique de l'Ouest dispose de ses premiers laboratoires d'essais accrédités au niveau international
- Les structures de l'infrastructure qualité de l'Afrique de l'Ouest offrent une réponse crédible aux besoins d'expertise en Afrique de l'Ouest
- REFILA : Un plan d'urgence pour faire face à la pandémie du COVID-19

Gestion et coordination du Programme

8

Chaines de valeur et organisations intermédiaires

9

Système Régional de l'infrastructure qualité et environnement des affaires

11

Communication & visibilité

15

Composantes nationales

16

INTRODUCTION

Aperçu du Programme de Compétitivité d'Afrique de l'Ouest

Le Programme pour la compétitivité d'Afrique de l'Ouest (WACOMP) a été adopté sous le Programme indicatif régional du 11e Fonds européen de développement (FED) pour un montant total de 120 millions d'euros. Le WACOMP vise à appuyer un certain nombre de chaînes de valeur, sélectionnées à la fois aux niveaux national et régional, pour promouvoir la transformation structurelle et faciliter l'accès aux marchés régionaux et internationaux.

L'objectif principal de WACOMP consiste à renforcer la compétitivité commerciale des pays d'Afrique de l'Ouest et faciliter leur intégration dans le système commercial régional et international. A cette fin, le programme visera à :

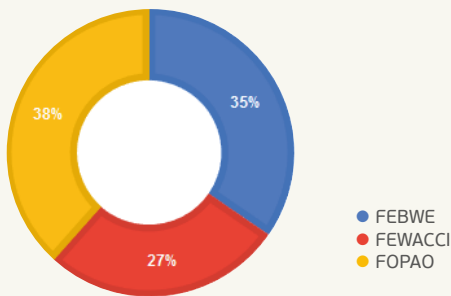
- améliorer les performances, la croissance et la contribution à l'industrie, au commerce régional et l'exportation des chaînes de valeur sélectionnées, et
- améliorer le climat des affaires aux niveaux national et régional.

Le programme, qui vise à appuyer la mise en œuvre des politiques et programmes d'Afrique de l'Ouest, y compris la Politique Industrielle Commune de l'Afrique de l'Ouest (PICA), le Programme du Système de Qualité de l'Afrique de l'Ouest (PSQAO) et la Stratégie pour le Développement du Secteur Privé de la CEDEAO, contribuera à la mise en place des fondations et à la promotion de l'accès des pays ouest-africains au Plan d'Investissement Extérieur de l'Union européenne (PIE).

L'impact du COVID-19 sur les Organisations de Soutien aux Entreprises

Une enquête d'impact COVID-19 a été menée fin juin 2020 dans le but de recueillir l'avis des organisations de soutien aux entreprises (OSE) sur l'impact présent et potentiel que le COVID-19 (peut avoir) a sur leur organisation et la prestation de leurs services.

Ce rapport se fonde sur les commentaires collectés auprès de 23 représentants de 21 OSE dans l'espace CEDEAO, et qui sont membres de la Fédération des chambres de commerce et de l'industrie d'Afrique de l'Ouest (FECCIAO/FEWACCI), la Fédération des organisations patronales d'Afrique de l'Ouest (FOPAO) ou de la Fédération des femmes d'affaires et entrepreneurs (FEFA/FEBWE).



Mesures prises par les organisations de soutien aux entreprises

Malgré les défis, les OSE étaient désireuses de fournir de nouvelles solutions et opportunités à leurs membres

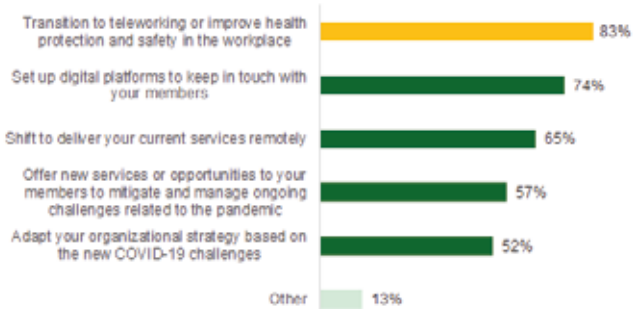
Les OSE sont passées au travail à domicile et ont mis en place des mesures de santé sur leur lieu de travail.

Nombre d'entre elles ont exploité les options en ligne pour la prestation de services et pour maintenir un contact régulier avec leurs membres.

Les OSE ont également adopté de nouvelles stratégies pour aider leurs membres à gérer les défis permanents liés à la pandémie.

En particulier, les OSE fournissent des informations essentielles aux entreprises sur les solutions qui s'offrent à elles et sur les mesures de confinement prises par le gouvernement. Ils évaluent l'impact de la crise sur les entreprises et plaident intensivement pour que les gouvernements prennent des initiatives afin de relever les nouveaux défis

Strategies adoptées par BSOs to cope with the crisis



Challenges faced by BSOs



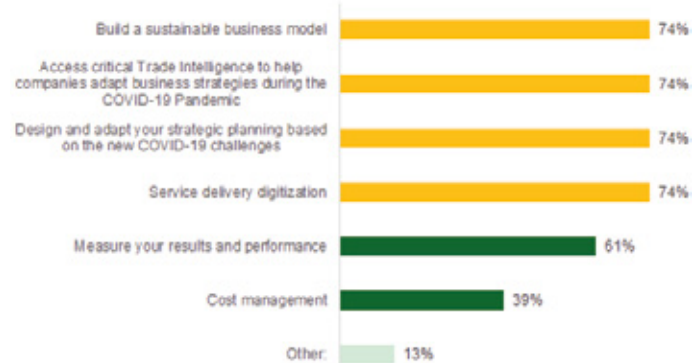
Appui nécessaire

Le WACOMP appuiera les OSE régionales par un renforcement ciblé des capacités afin de leur permettre de représenter et de stimuler efficacement le redressement du secteur privé de la CEDEAO.

Plus que jamais, les OSE doivent soutenir la résilience et le redressement des petites entreprises, des producteurs et des entrepreneurs. Ils doivent être proactifs, malgré les perturbations et l'anxiété auxquelles ils sont personnellement confrontés, et occuper un rôle de premier plan.

Dans le cadre de ce projet, les associations régionales d'entreprises recevront un soutien dans les domaines de la stratégie et de la consolidation du portefeuille de services afin de garantir une réponse COVID efficace, une modélisation commerciale solide et la digitalisation de la prestation de services.

Urgent BSO Needs



La résilience des OSE, essentielle à la reprise économique post-COVID-19

Le WACOMP cherche à renforcer les organisations régionales de soutien aux entreprises afin d'appuyer la reconstruction du secteur privé.

Durant le premier semestre de l'année, les dirigeants politiques et économiques ont eu des difficultés à saisir les contours de la pandémie du coronavirus et de la crise socioéconomique qu'elle a générée : une crise sans précédent, au vu de son caractère soudain, incertain et de son ampleur.

Selon le rapport "Perspective de la compétitivité des PME" du Centre du Commerce International (ITC), les fermetures d'usines dans l'Union européenne et en Chine pourraient entraîner des pertes dans la chaîne d'approvisionnement industrielle mondiale de plus de 2,4 milliards de dollars pour les exportateurs africains. 60% des entreprises africaines interrogées dans l'enquête "Impact COVID" de l'ITC ont fait part des retombées négatives importantes (réductions de ventes et difficulté d'accès aux intrants).

En Afrique de l'Ouest, près de 75 % des entreprises du secteur primaire interrogées sont menacées par une fermeture imminente dans les six mois et 50% indiquent une baisse des revenus des clients.

Selon une étude de la Conférence Permanente des Chambres Consulaires Africaines Francophones (CPCCAF), la crise du COVID-19 a mis en lumière le rôle central des chambres consulaires dans le soutien aux entreprises et le conseil aux autorités publiques.

Un entraîneur affaibli peut-il conduire un olympien à la première place du podium ?

Une étude récente de l'ITC sur les implications de la pandémie COVID-19 pour les organisations de soutien aux entreprises (OSE) en Afrique de l'Ouest révèle une forte diminution de leur capacité à soutenir le secteur privé pendant et après la crise.

Les entreprises interrogées dans le cadre de l'enquête WACOMP menée par la Commission Economique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) ont déclaré qu'elles éprouvaient d'importantes difficultés à maintenir les flux de recettes. En temps normal, les OSE perçoivent difficilement les cotisations de leurs membres. Avec la crise, la situation est exacerbée par la baisse des revenus des entreprises, les obligeant à prioriser leurs coûts opérationnels tels les salaires du personnel. Valorisant plus que jamais le soutien des OSE, ces entreprises n'ont toutefois pas été en mesure de verser leurs cotisations. Pour 78 % des OSE, moins 50% de leurs membres ont réglé leur cotisation pour 2020. Les mesures gouvernementales de protection sanitaire et de sécurité telles que la distanciation sociale, l'interdiction de rassemblements physiques et de déplacements pendant la pandémie empêchent les OSE d'organiser des activités en présentiel et de profiter des recettes des services payants (formations, réunions d'affaires, événements de réseautage, salons professionnels ou location d'espaces)

Les OSE ouest-africaines devraient déployer une stratégie de réduction des coûts, en se concentrant exclusivement sur le financement d'actions susceptibles de générer des résultats tangibles immédiats pour les entreprises. Ces entités doivent se tourner vers l'avenir et investir leur expertise et leurs finances dans des solutions innovantes, à haut impact et forte valeur ajoutée, répondant rapidement aux problèmes causés par la crise, pour les entreprises. Elles se montreront ainsi des partenaires fiables et cultivant la loyauté. Élargir la portée de leurs services au-delà de leurs membres, augmentera leur base et les recettes futures.

Le fossé technologique empêche les OSE d'offrir leurs prestations par voie numérique. L'Union Internationale des Télécommunications (UIT) a démontré le rôle vital des technologies numériques pour assurer la continuité des activités durant la crise. Cependant, l'indice de développement des TIC pour la plupart des pays de la CEDEAO est inférieur à 5. De nombreuses OSE de la région manquent d'équipements informatiques, tels que des ordinateurs portables, pour organiser le travail à domicile. Elles n'ont ni accès à des réseaux locaux (LAN) fonctionnels ni à des systèmes de gestion de la relation avec la clientèle (CRM) ou n'ont pas optimisé les services en ligne pour faciliter l'accès partagé aux informations de l'organisation et aux dossiers des clients. Les limites des infrastructures TIC dans les pays, une connectivité internet erratique et coûteuse et des coupures d'électricité intempestives limitent les actions. En outre, les entreprises censées bénéficier de ces facilités souffrent du manque d'équipements et d'infrastructures nécessaires à la prestation de ces gammes de services par voie numérique.

En guise de solutions, les OSE peuvent apporter des modifications simples et peu coûteuses à leur site web (création d'un blog axé sur les solutions aux nouveaux défis posés par la pandémie, téléchargement d'un catalogue des mesures de soutien mises en place par les gouvernements et autres institutions...). L'utilisation à l'intelligence artificielle tels les "chatbots" pour répondre aux questions répétitives relatives à la pandémie, l'OSE devient une source d'informations fiables et facilement accessibles. Les formulaires de renseignements permettent également aux clients de partager leurs points de vue et leurs contributions, tandis que les diverses plateformes telles que Zoom, Google Meet, Microsoft Teams et Skype, et les formations continueront d'assurer la visibilité et la pertinence des OSE avec des webinaires thématiques.

Les OSE peuvent aussi mettre en place une place de marché virtuelle pour augmenter la visibilité des produits des affiliés tout en fournissant des informations au moyen d'un moteur de recherche interactif, connectant les acheteurs et vendeurs locaux et internationaux les uns aux autres. Les partenariats avec les prestataires de services mobiles pourraient faciliter la veille économique dans les zones géographiques éloignées en utilisant des données de services supplémentaires non structurées. Il est nécessaire de garantir une stratégie de numérisation solide pour renforcer à la fois l'infrastructure et les compétences des OSE en matière de TIC afin d'atténuer les risques futurs.

Le WACOMP maintient son appui aux OSE ouest-africaines

Grâce au WACOMP, les OSE régionales (Fédération des Femmes d'affaires et Entrepreneures (FEFA), Fédération des Chambres de Commerce et d'Industrie d'Afrique de l'Ouest (FECCIAO) et Fédération des Associations Patronales d'Afrique de l'Ouest (FOPAO)) seront renforcées de manière ciblée pour stimuler la reprise du secteur privé de la CEDEAO. Le programme donne la priorité à la stratégie visant à assurer des services efficaces renforçant la compétitivité des entreprises. Le WACOMP assurera une modélisation solide des entreprises pour la durabilité et le déploiement d'une numérisation appropriée pour soutenir l'extension de l'accessibilité des entreprises et atténuer les risques.

Les petites entreprises peuvent-elles traverser la période COVID-19 ?

Suite à la pandémie de COVID-19, les petites et moyennes entreprises (PME) ont eu du mal à s'adapter aux changements dans la manière de faire des affaires. En Afrique de l'Ouest, les dirigeants de PME sont déterminés à poursuivre leurs activités en dépit des conditions commerciales strictes que la conjoncture actuelle impose. Les agences de développement des PME sont les premiers guichets de contact pour les petites entreprises à la recherche d'informations sur les services commerciaux et financiers. En ces temps de pandémie, l'appui de ces agences est encore plus vital.

Dans le cadre d'une enquête du Centre du Commerce International sur les agences de développement des PME en Afrique de l'Ouest, le Mécanisme de refinancement des systèmes financiers décentralisés du Mali (MEREFSFD) a indiqué avoir facilité l'accès à des informations commerciales et à des services financiers à plus de 500 petites entreprises au cours de l'année dernière. Avant la crise du COVID-19, on observe généralement que les dirigeants de PME ne disposent pas de plan d'affaires ou ignorent l'existence de mécanismes de financement disponibles. Ces difficultés sont classées parmi les quatre principaux défis handicapant les PME du Cap Vert, de Côte d'Ivoire et du Nigéria.

Les agences de développement des PME permettent aux dirigeants d'entreprise de se développer grâce à la formation, au mentorat et à l'appui financier. Avant la crise, elles étaient déterminées à soutenir les petites entreprises sur leur territoire national. Aujourd'hui, la propagation de l'impact de la pandémie handicape la mise en place des stratégies de renforcement de capacités précédemment adoptées.

Les chocs subis par les entreprises de la région sont rapidement devenus évidents. Ainsi, le Conseil nigérian pour la Promotion des Exportations (NEPC) indique que près de 90 % des PME nigérianes souffraient de la congestion des ports maritimes et que 78 % d'entre elles ne peuvent faire face aux frais de transport et de terminaux élevés. Au Cap Vert, la chambre de commerce a également confirmé que l'ensemble des entreprises étaient sévèrement touchées, avec un accent particulier sur les biens commerciaux et essentiels. Le volume d'importations, en revanche, n'a pas été aussi gravement touché, ce qui s'avère préjudiciable pour un pays comme le Cap-Vert qui, généralement importe plus qu'il n'exporte.

En plus d'adapter rapidement leurs modèles d'entreprise pour faire face à l'évolution de l'environnement des affaires, les dirigeants d'entreprises doivent continuellement s'informer sur les nouvelles mesures économiques susceptibles d'affecter leurs revenus ou de les soulager à court terme. Par conséquent, les agences doivent rapidement proposer des actions immédiates, à court et moyen terme. Au Mali, le Mécanisme de refinancement des Systèmes financiers décentralisés (MEREFSFD) subventionne actuellement les coûts supplémentaires engendrés par les mesures de réponse à la pandémie pour les PME. L'agence procède également à des évaluations préliminaires des risques et besoins, au rééchelonnement de la dette ainsi qu'au renforcement de son apport en liquidités.

Les agences de développement des PME du Cap Vert et du Nigéria ont mis en évidence les secteurs requérant un soutien vital durant la crise. Au Nigéria l'actuelle baisse des prix du pétrole constitue un facteur justifiant ce type d'appui. Afin de fournir un amortissement à ses affiliés, NEPC prévoit de dispenser des formations à distance, des conseils sur la conception et la mise à jour des sites web, d'encourager ses exportateurs à élargir leurs compétences en matière d'exportations de services.

Au Cap Vert, la Chambre de commerce s'efforce de numériser ses services au profit des petites entreprises et d'en garantir l'accessibilité en ligne. Elle propose par ailleurs des formations à prix réduits ainsi que l'accès à des programmes gouvernementaux de soutien financier. Afin d'offrir des mécanismes de compensation aux PME ivoiriennes, la Confédération Générale des Entreprises de Côte d'Ivoire (CGECI) met en place un projet axé sur l'investissement collectif, l'élaboration d'un programme d'éducation financière et le lancement d'un atelier thématique régional.

Suite à un atelier sur l'accès au financement, les agences ont découvert des mécanismes qui optimiseront leur offre de services aux PME pendant la pandémie mondiale. « Nous sommes impatients d'élargir nos connaissances et de découvrir les nouvelles pratiques proposées par le WACOMP pour développer les PME et renforcer le tissu économique et industriel des pays les moins avancés. « Ces initiatives garantissent que les petites entreprises reçoivent un soutien adapté pour naviguer dans la nouvelle normalité engendrée par la pandémie. », confie Madani Koumare, Coordinateur national du MEREFSFD.



L'Afrique de l'Ouest dispose de ses premiers laboratoires d'essais accrédités au niveau international

Faire tester un produit par des laboratoires accrédités reconnus au niveau international lui confère de la valeur ajoutée car ils garantissent la qualité - un facteur essentiel pour gagner la confiance des consommateurs, accroître la compétitivité des entreprises et intégrer de nouveaux marchés.

En Afrique de l'Ouest, développer l'infrastructure qualité est une mesure prioritaire pour renforcer l'intégration économique régionale. Dans cet esprit, l'UE et l'ONUDI appuient les efforts de la Commission de la CEDEAO pour la promotion d'une culture de la qualité dans la région depuis près de 20 ans à travers divers programmes.

En Côte d'Ivoire, l'appui aux laboratoires de l'environnement et de l'agroalimentaire (ENVAL) a permis à l'entité privée de se développer : "En quelques années, nous avons réussi à mettre en place sept laboratoires excellent chacun dans son domaine", a déclaré le Directeur général d'ENVAL. "Le soutien des programmes d'appui qualité en Afrique de l'Ouest a été déterminant dans cette réussite".

L'organisation a notamment appuyé les laboratoires dans les processus d'accréditation selon la norme ISO/IEC 17025. Cette accréditation certifie la pleine compétence des laboratoires à mener des tests et autres étalonnages tout en générant des résultats valides. A ce jour, deux laboratoires d'ENVAL ont reçu leur accréditation et la Côte d'Ivoire dispose désormais de centres dont le champ de compétence est suffisamment large et capables de fournir des conseils liés à la qualité et soutenir le développement de nouveaux produits.

"L'impact du programme se traduit par l'amélioration des pratiques de nos laboratoires, la fidélisation de nos clients et la conquête de nouveaux marchés tels que Carrefour", confie le Directeur général d'ENVAL.

"En 2015, nous avons choisi de confier les essais sur nos produits au groupe ENVAL. Ce choix s'explique notamment en raison de la fiabilité de leurs analyses, la compétitivité du coût des essais, leurs délais de livraison optimaux et la bonne gestion de leur relation avec Carrefour.", a déclaré le Responsable qualité du Groupe Carrefour en Côte d'Ivoire.



Au Mali, le Centre de Recherche et de Formation de l'Industrie Textile (CERFITEX) a pour mission d'assurer la formation des ressources humaines qualifiées dans l'industrie de manière générale et celle du textile en particulier. Dans le cadre de la réponse à la pandémie du COVID-19, le Département de l'Industrie et de la Promotion du Secteur Privé de la CEDEAO a chargé les Comités du Mécanisme d'Harmonisation des Normes de la CEDEAO (ECOSHAM) d'élaborer, en urgence, une norme régionale pour la fabrication de masques à usage non sanitaire destinés au grand public. Une initiative saluée par CERFITEX

Les travaux du groupe ont abouti à la validation, en moins de trois mois, de la norme ECOSTAND 082 pour la production régionale de masques. CERFITEX a par ailleurs lancé une procédure d'accréditation de la norme ISO/IEC 17025 pour son laboratoire de classification du coton. En janvier dernier, ce laboratoire a reçu son accréditation par le SOAC.

Le coton occupe une place privilégiée en Afrique de l'Ouest. Dans la zone UEMOA, il représente 7% des exportations mondiales avec quatre principaux pays producteurs à savoir, le Bénin, le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire et le Mali pour la campagne 2018/2019. La classification des balles de coton, notamment pour l'exportation, nécessite le recours à des laboratoires aux compétences avérées. Le laboratoire de la Société des fibres textiles (SOFITEX) du Burkina Faso ayant reçu son accréditation en octobre 2019, peut désormais prendre en charge ces étalonnages.

Ces efforts de renforcement peuvent ancrer fermement l'Afrique sur la voie d'un développement industriel inclusif et durable et contribuer à la réalisation de la troisième décennie du développement industriel du continent.

Les structures de l'infrastructure qualité de l'Afrique de l'Ouest offrent une réponse crédible aux besoins d'expertise en Afrique de l'Ouest

L'Afrique de l'Ouest dispose désormais de structures de certification utilisables dans le domaine de la qualité. Ces dernières sont opérationnelles dans la plupart des domaines techniques concernés, normalisation, métrologie, évaluation de la conformité, accréditation et réglementation technique.

L'efficacité de ces structures a notamment été démontrée lors de l'organisation de la réponse à la pandémie de COVID-19. A cet effet, la Commission de la CEDEAO avait mobilisé d'urgence son mécanisme régional d'harmonisation, l'ECOSHAM pour élaborer des normes essentielles à la production de masques à usage non-sanitaire et de solutions hydroalcooliques pour la désinfection des mains.

En matière d'accréditation, le SOAC, le système ouest-africain d'accréditation de l'UEMOA, a mis en place un programme gratuit de renforcement de capacités pour quelque 300 techniciens dans les domaines de la sécurité et de l'accréditation des laboratoires.

"Conformément aux recommandations des Chefs d'État de la CEDEAO dans le cadre de la lutte contre la pandémie, ces laboratoires effectuent des tests diagnostiques de la maladie et doivent être en mesure de fournir des résultats fiables. Leur personnel doit par ailleurs acquérir les gestes de sécurité, notamment pour éviter d'être contaminé dans l'exercice de ses fonctions", confie le Directeur Général du SOAC.

Les organismes d'accréditation de la CEDEAO jouissent également d'une plus forte crédibilité dans la région. Ainsi, les laboratoires précédemment accrédités par des structures étrangères s'adressent désormais aux structures établies dans leur région. Au niveau du SOAC, on observe que 13 laboratoires ont entamé ou finalisé le transfert de leur accréditation auprès d'entités ouest-africaines et l'organisme d'Accréditation du Nigéria (NiNAS) a accrédité 25 organismes d'évaluation de la conformité.

Que justifie un tel engouement pour les structures de la région ? L'Administrateur général de la Fondation CERES LOCUSTOX au Sénégal, explique que les laboratoires ont la volonté de se conformer aux réglementations régionales mises en place par les commissions de l'UEMOA et de la CEDEAO. Dorénavant, trois organismes d'accréditation sont à leur disposition : l'organisme d'Accréditation du Ghana (GhaNAS, www.moti.gov.gh/ghanas), l'organisme d'Accréditation du Nigéria (NiNAS, www.ninas.ng) et le SOAC (Etats membres de l'UEMOA et la Guinée, www.soacwaas.org). Le Cap vert, la Gambie, le Libéria et la Sierra Leone qui ne disposent pas d'organismes d'accréditation nationaux peuvent se tourner vers une de ces trois structures.

Il fait également référence à l'impact exercé par les impératifs d'un marché commun en construction, notamment avec le tarif extérieur commun et la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAF) qui préconise de se référer aux organisations régionales pour stimuler sa compétitivité.

La nécessité pour le système d'accréditation dans la région de fournir la confiance dans les biens et services à échanger dans la ZLECAF, explique la volonté et l'engagement du NiNAS à élargir son champ d'application à la certification des personnes, des produits et des systèmes de gestion. Dans ce sens, le NiNAS a commencé l'accréditation des services d'inspection en juin 2020 et l'Organisation Panafricaine de l'Infrastructure Qualité (PAQI), qui coordonne l'infrastructure de qualité africaine, a nommé, en février 2020, le Directeur Général de NiNAS comme nouveau Président. Selon lui, « l'accréditation joue un rôle énorme dans la lutte contre la propagation du COVID-19 en raison de la nécessité de s'assurer que l'évaluation de la conformité des Equipements de Protection Individuelle (EPI) est sûr et fiable. L'accréditation est le mécanisme qui garantit que ces produits sont conformes aux normes approuvées avant d'entrer sur nos marchés ».

Il reste cependant bon nombre de défis à relever, notamment la consolidation du réseau de laboratoires, d'organismes de certification et d'inspection accrédités, le développement de normes répondant aux attentes des secteurs public et privé, la reconnaissance internationale des organismes d'accréditation ouest-africains ou encore l'opérationnalisation de l'Agence de la qualité de la CEDEAO (ECOWAQ).

Le GhaNAS, le NiNAS et le SOAC ont la responsabilité énorme de veiller à ce que notre sous-région ne soit pas laissée pour compte dans la ZLECAF en raison d'obstacles techniques. Dans la mesure où l'accréditation fournit une base pour l'équivalence, cela améliorera considérablement l'intégration du marché et réduira les obstacles techniques au commerce dans la région. Il s'agit d'un appel aux États membres de la CEDEAO pour qu'ils soutiennent et adoptent l'accréditation.



REFILA : Un plan d'urgence pour faire face à la pandémie du COVID-19

Le projet REFILA (Relance de la Filière Ananas en Guinée) est la composante nationale du WACOMP en Guinée et vise à relancer l'industrie de l'ananas. Le projet est mis en œuvre par l'ONUDI, en collaboration avec l'ITC et le COLEACP (Comité de Liaison Europe-Afrique-Caraïbes-Pacifique).

Afin d'assurer une continuité des activités harmonieuse, efficace et sécurisée, le projet REFILA a adopté des mesures sanitaires pour protéger la sécurité de son personnel et des acteurs impliqués dans les activités. En outre, un plan d'urgence a été élaboré en réponse à la pandémie de COVID-19.

La REFILA poursuit ses interventions de projet pour aider à prévenir la propagation du coronavirus et atténuer ses impacts négatifs sur les bénéficiaires du projet et leurs communautés dans les différentes zones d'intervention du projet. Alors que l'objectif principal du plan d'urgence du projet est d'atténuer l'impact du COVID-19 sur le secteur de l'ananas par des mesures de protection pour les acteurs respectifs et les communautés d'approvisionnement, il vise également à soutenir les efforts de réponse à l'échelle du pays contre la propagation rapide du coronavirus à travers la Guinée.

Ainsi, l'une des interventions de l'ONUDI, qui fait partie du cadre général de réponse des Nations Unies et en ligne avec le plan national de réponse pour la Guinée, est la distribution d'équipements de protection individuelle et de kits hygiéniques pour les acteurs de la filière ananas, les partenaires du projet, les groupes cibles concernés et les communautés autour des zones du projet. Ainsi, une action concrète du projet REFILA à cet égard est la mise à disposition de 50000 masques faciaux, 1000 blouses de protection médicale, 5000 gants médicaux, 2000 bouteilles de solutions hydroalcooliques, un accès internet, des chaises et des tables pour la facilitation de réunions en ligne pour les contreparties et les bénéficiaires du projet.

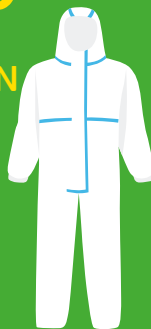
Alors que les radios communautaires servent de plateformes de sensibilisation des acteurs de terrain dans les zones du projet, les sessions de formation interactives se poursuivent par vidéoconférence.

L'ensemble de ces actions s'inscrit dans le cadre de la politique nationale de lutte contre COVID-19.



“En réponse à la crise causée par la pandémie du COVID-19, le projet « Relance de la filière ananas » a adopté des mesures de santé pour protéger la santé de son équipe et des acteurs impliqué dans le projet en donnant”

1,000
GANTS DE
PROTECTION



50,000
MASQUES
FACIAUX



2,000
SOLUTIONS
HYDROALCOOLIQUES





GESTION ET COORDINATION DU PROGRAMME

Le WACOMP renforce la coordination et les synergies avec les partenaires nationaux et régionaux

La pandémie COVID-19 a eu un impact significatif sur les économies ouest-africaines et la mise en œuvre du WACOMP aux niveaux régional et national. Par conséquent, le programme a pris une série de mesures pour soutenir ses bénéficiaires.

En avril dernier, la Commission de la CEDEAO a présidé la première réunion virtuelle du Comité de Pilotage Technique de la Composante régionale du WACOMP, en présence des représentants de l'Union européenne, des partenaires des mise en œuvre au niveau régional, à savoir le Centre du Commerce International (ITC) et l'Organisation des Nations Unies pour le Développement Industriel (ONUDI).

La rencontre avait pour objectif d'examiner l'impact du COVID-19 sur l'état d'avancement de la mise en œuvre des différentes activités de la composante régionale du programme afin de formuler les recommandations nécessaires à une évolution optimale. Les recommandations visent essentiellement à renforcer la coordination, développer des stratégies d'atténuation des retombées négatives de la pandémie ainsi que le développement d'outils de communication pour la promotion du WACOMP aux niveaux national et régional.

Le WACOMP passe au numérique

Le contexte actuel de la pandémie a créé des limites à l'organisation de réunions physiques. Toutefois, le WACOMP s'est adapté et a eu recours à des moyens innovants pour poursuivre la mise en œuvre de ses composantes aux niveaux régional et national.

Afin de poursuivre la mise en œuvre des activités planifiées, la CEDEAO, l'ITC et l'ONUDI ont organisé une série de réunions et formations en ligne, y compris le renforcement des capacités des opérateurs des chaînes de valeur ciblées et le développement du site web officiel du programme, servant de portail d'informations privilégiées pour les diverses parties prenantes du WACOMP.

Les synergies entre les partenaires régionaux ont été encouragées par l'établissement de bases de données communes pour faciliter l'échange d'informations clés et de mises à jour. Plus tard en mai, les composantes nationales et régionales se sont engagées et ont commencé à utiliser ces méthodes pour optimiser la coordination globale du programme.

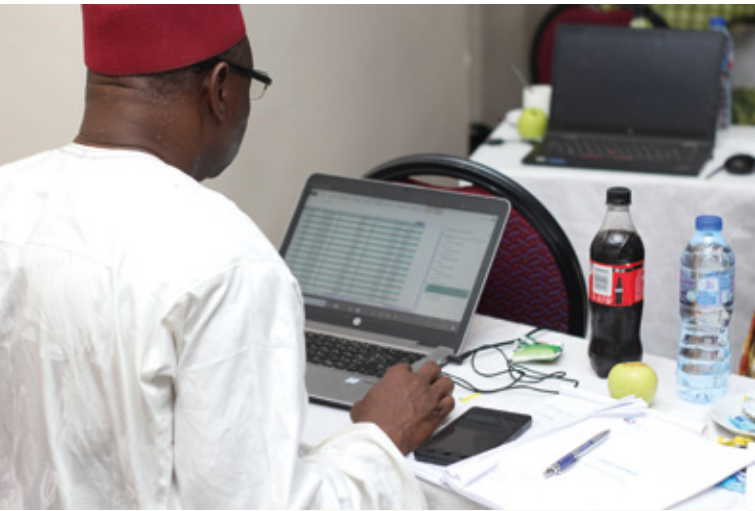
De son côté, l'équipe de communication de WACOMP a développé des outils en ligne pour faciliter le partage d'informations. Grâce à ces efforts, les acteurs du programme peuvent accéder aux mises à jour sur les progrès réalisés via les réseaux sociaux ainsi qu'un site web dédié. WACOMP est désormais présent sur Twitter, Facebook, LinkedIn et Flickr.





CHAINES DE VALEUR ET ORGANISATIONS INTERMEDIAIRES REGIONALES

Le WACOMP introduit des cours de formation en ligne pour stimuler les organisations de soutien aux entreprises d'Afrique de l'Ouest



Face au défi des restrictions de distanciation nouvellement imposées sur les mesures de santé et de sécurité dans le monde entier, l'ITC utilise sa série de cours d'apprentissage en ligne de l'Académie du commerce des PME pour renforcer les organisations de soutien aux entreprises de la CEDEAO et soutenir ainsi le secteur privé.

Grâce à l'Académie du commerce des PME, le programme WACOMP a pu impliquer les organisations de soutien aux entreprises dans une série de cours disponibles sur des questions liées au commerce. Etalé sur deux semaines, chaque cours a inclus des évaluations de l'état de préparation, des tâches et des missions. Les participants recevront un certificat électronique à la fin de leur formation. Cette série de neuf cours se déroulera pendant trois mois, avec un lancement effectué en juin et un cours final prévu pour août.

Les OSE ont accès à des cours qui leur permettront de mieux comprendre les marchés d'exportation, le rôle des institutions d'appui au commerce, l'accès des femmes aux marchés publics et la manière d'approcher les banques pour obtenir un financement.

Les agences ouest-africaines de développement des PME renforcent leurs connaissances sur l'accès au financement

Dans le cadre des efforts du WACOMP pour s'assurer que les PME de l'espace CEDEAO reçoivent un meilleur soutien des agences locales de développement des entreprises, le programme WACOMP a organisé une formation sur l'accès au financement pour permettre aux agences de mieux comprendre le portefeuille de services dont leurs membres ont besoin. La formation, facilitée par l'ITC, a notamment porté sur la mise en place d'incitations innovantes pour encourager les membres à payer les services fournis par les agences ainsi que sur des interventions destinées à aider les PME à s'adapter aux conditions posées par la pandémie de COVID-19.

Il a été organisé en partenariat avec la « Singapore Cooperation Entreprise (SCE) », une agence gouvernementale dépendant du Ministère des affaires étrangères de Singapour, la formation s'est également concentrée sur la promotion et le financement des initiatives des PME.

« L'atelier a été une session animée et réussie qui a abordé des questions d'importance majeure pour les PME africaines et a permis un riche échange de bonnes pratiques et de connaissances », a déclaré Mme Bellamech de la Chambre de commerce, de l'industrie et de l'agriculture de la Mauritanie.

La formation a été suivie par des représentants de plus de 30 agences locales de développement des PME.



Les Organisations de Promotion du Commerce apprennent à naviguer avec des outils de renseignements commerciaux

Avec les effets de la pandémie COVID-19 qui frappe les fonctions quotidiennes du commerce mondial, l'Afrique de l'Ouest n'est pas épargnée. Dans ce contexte, les entreprises doivent s'adapter et apprendre à naviguer selon les nouvelles conditions du marché. Il est important que les organisations de soutien aux entreprises et de promotion du commerce disposent d'outils efficaces pour appuyer au mieux les opérateurs du secteur privé.

En réponse à ce besoin, l'ITC a organisé en juin dernier une formation sur l'utilisation du « Global Trade Helpdesk » à l'attention des organisations de soutien aux entreprises et de promotion du commerce de la CEDEAO. Outre la présentation des défis actuels du commerce mondial, les experts ont abordé des questions telles que les opportunités d'accès au marché, le potentiel d'exportation et les tarifs appliqués et préférentiels.

Ainsi, plus de 220 participants de 13 pays de la région ont été exposés à une série d'informations pertinentes sur les changements de politique commerciale et les nouvelles exigences réglementaires liées à la pandémie de coronavirus.

La formation a été bien accueillie et a suscité un tel intérêt qu'au cours des semaines qui ont suivi, ITC a relevé que 25% des visiteurs de la plateforme étaient originaires des pays de la CEDEAO.

Putting your plan into action: connect with potential partners

Trade Finance Providers 1 	Trade Promotion Organisations 2 	Intellectual Property Offices 2 
--	--	---

Does your product meet the mandatory requirements?

FOR BENIN		FOR NETHERLANDS	
Domestic Requirements 4 	Product Requirements 7 	Market Conditions 1 	Pre-shipment & Inspection 4 

Stay informed about the latest COVID-19 Temporary Trade Measures. Find more COVID-19 resources [here](#). X



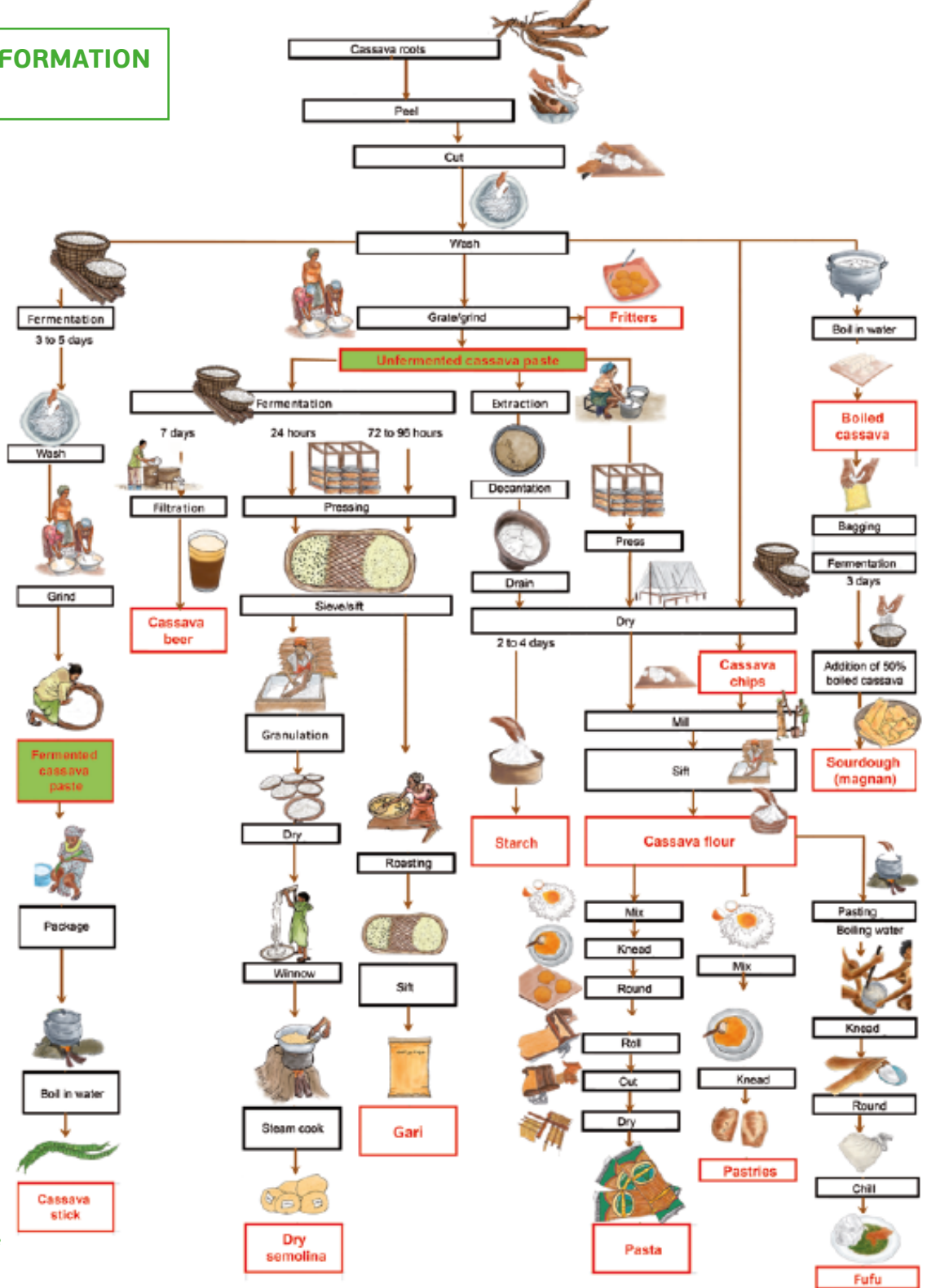


SYSTEME REGIONAL DE L'INFRASTRUCTURE QUALITE ET ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES

Le WACOMP étudie les besoins en infrastructure de qualité pour stimuler la compétitivité de l'Afrique de l'Ouest

SCHÉMA DE TRANSFORMATION DU MANIOC

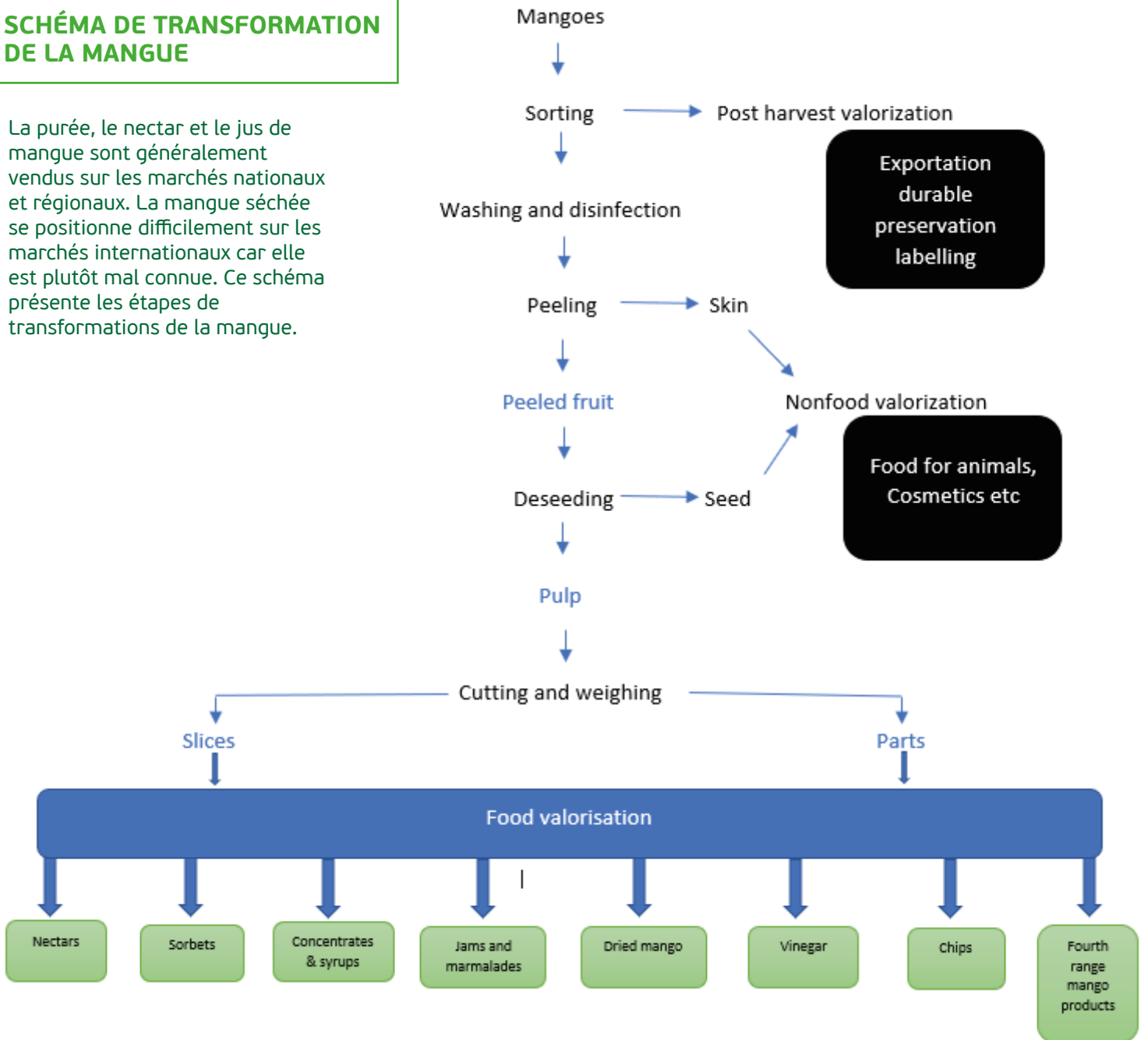
Le manioc a un potentiel énorme grâce à la diversité de possibilités de transformation. Le manioc frais, l'amidon, le gari, les chips de manioc, l'attiéké, les feuilles de manioc, l'éthanol, le fufu, l'édulcorant, l'agbelima, la semoule de manioc, le placali, l'atoupkou, le bouillon de manioc et enfin les épiluchures ont été identifiés.



Source : Le Centre technique de coopération agricole et rurale

SCHÉMA DE TRANSFORMATION DE LA MANGUE

La purée, le nectar et le jus de mangue sont généralement vendus sur les marchés nationaux et régionaux. La mangue séchée se positionne difficilement sur les marchés internationaux car elle est plutôt mal connue. Ce schéma présente les étapes de transformations de la mangue.



Source : Kassé, 2014

La vision de l'industrialisation de l'Afrique de l'Ouest repose sur la mise en œuvre d'actions stratégiques définies au plus haut niveau. Cela inclut le développement de chaînes de valeur durables en renforçant la capacité des États membres à formuler et à mettre en œuvre des politiques de développement industriel le long des chaînes de valeur.

Des filières, jugées prioritaires, ont été sélectionnées au niveau régional pour être appuyées par le WACOMP. Il s'agit du manioc et ses dérivés, la mangue, les textiles et vêtements ainsi que les technologies de l'information et de la communication (TIC) en tant que secteur transversal.

L'appui portera sur la transformation, l'accès aux marchés régionaux et internationaux et la mise en œuvre du cadre politique régional pour le développement des chaînes de valeur, tel que défini dans la stratégie industrielle de la CEDEAO, destinée à renforcer la compétitivité de l'Afrique de l'Ouest et de mieux l'intégrer dans le système commercial régional et international.

Avec l'appui de l'ONUDI, le WACOMP a mené une évaluation des besoins en infrastructure de qualité dans les quatre filières. Pour les besoins de cette édition, nous nous concentrerons sur la mangue, le manioc et leurs produits dérivés.

Toutefois des contraintes majeures entravent la promotion et la commercialisation de ces produits en dehors des pays producteurs (90% sont produits au Bénin, en Côte d'Ivoire, au Ghana et au Nigéria). Le manque de structuration de la filière, la qualité uniforme des produits et la quasi intolérabilité des infrastructures dédiées constituent les principaux obstacles.

La mangue est essentiellement commercialisée fraîche sur les marchés locaux ou exportée vers les marchés européens (plus de 400 000 tonnes). Les mangues du Burkina Faso, de la Côte d'Ivoire et du Mali sont de plus en plus souvent acheminées par des routes continentales vers le Maroc via la Mauritanie et vers l'Algérie via le Niger.

En dépit des divers appuis dont le secteur a déjà bénéficié, il continue de subir d'importantes pertes au niveau de la production (25 à 70 % selon les cas) en raison des pratiques agricoles, du manque important d'infrastructures de transformation et de conservation et de la concurrence sur le marché international.

Il est donc nécessaire d'opérationnaliser l'infrastructure de la qualité aux niveaux national et régional pour soutenir ces deux chaînes de valeur efficacement, pour assurer la compétitivité des produits concernés sur les marchés exigeant des normes de qualité élevées. Les deux secteurs doivent relever des défis d'ordre technique, organisationnel et commercial. C'est autour de ces axes que devra s'articuler l'appui en répondant aux besoins ci-dessous :



Chaîne de valeur Manioc



- 31 normes à élaborer
- 16 règlements techniques à développer



- 23 méthodes d'essai à harmoniser
- 20 laboratoires à soutenir en termes d'accréditation, de formation et d'équipement
- 21 sessions de formation demandées par les laboratoires



- 16 sessions de formation demandées par les organismes de contrôle
- 7 organismes d'inspection seront appuyés pour l'accréditation et dotés d'équipements



- Renforcement des capacités (formation et soutien à la certification) des acteurs clés



Chaîne de valeur Mangue

- 10 normes à élaborer
- 4 règlements techniques à développer

- 4 méthodes d'essai à harmoniser
- 34 laboratoires à soutenir en termes d'accréditation, de formation et d'équipement
- 16 sessions de formation demandées par les laboratoires

- 16 sessions de formation demandées par les organismes de contrôle

- Renforcement des capacités (formation et soutien à la certification) des acteurs clés

En outre, les résultats de cette étude ont facilité la compréhension des contraintes à la compétitivité des deux filières et permettront au WACOMP de mieux planifier ses interventions locales et régionales.

Les Comités communautaires de normalisation ont approuvé deux nouvelles normes pour lutter contre la pandémie du COVID-19

Dans le sillage de la pandémie du COVID-19, le Département de l'Industrie et de la Promotion du Secteur Privé de la CEDEAO a proposé un plan d'urgence pour développer deux normes pour la production de masques à usage non sanitaire et de désinfectants hydroalcooliques pour la région. L'ampleur de la tâche a nécessité une mobilisation rapide d'ECOSHAM, le mécanisme régional d'harmonisation des normes. Le 20 mai dernier le Comité Technique de Gestion d'ECOSHAM a approuvé les deux projets de normes.

Le Commissaire en charge de l'Industrie et de la Promotion du Secteur Privé a déclaré avoir pris note "de l'engagement commun pour réaliser quelque chose d'utile pour la communauté, fournir aux États un point de référence pour la production à la fois de masques faciaux à usage non-sanitaire et des solutions hydroalcooliques pour la désinfection des mains et leur commercialisation dans l'espace CEDEAO".

Les deux normes ont ensuite été adoptées par les Ministres sectoriels responsables de la qualité lors d'une réunion virtuelle, le 25 juin dernier, après avoir été examinées par leurs experts techniques respectifs. Les Ministres ont également recommandé que les deux normes soient adoptées par le prochain Conseil Statutaire des Ministres de la CEDEAO.

La CEDEAO entend continuer à produire des normes régionales harmonisées avec l'appui d'ECOSHAM, notamment pour les produits des chaînes de valeur textile, mangue, manioc, et TIC. Plus concrètement, le l'Industrie et de la Promotion du Secteur Privé de la CEDEAO a démarré l'identification des besoins en matière de normes supplémentaires auprès de ses états membres et de ses agences techniques spécialisées, notamment pour les produits issus des secteurs de l'agriculture et de l'agroalimentaire, de l'automobile, de l'énergie, des matériaux de construction, de la peinture au plomb, de l'huile et des produits pharmaceutiques.





COMMUNICATION ET VISIBILITE

Lancement du site web du WACOMP: Un nouveau portail d'information pour les acteurs du programme

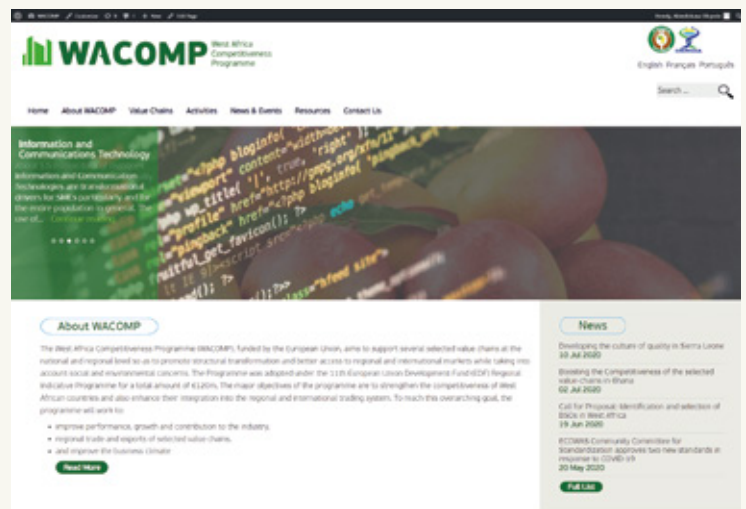
Le 15 juin 2020, le Programme pour la compétitivité de l'Afrique de l'Ouest (WACOMP) a franchi une nouvelle étape avec le lancement de son site web officiel (www.wacomp.ecowas.int). Cette nouvelle plateforme permettra aux utilisateurs de se tenir au courant des progrès réalisés dans la mise en œuvre du programme, mais aussi d'encourager une plus grande interaction et un plus grand engagement de la part des bénéficiaires et des parties prenantes du WACOMP.

Destiné à fournir une plateforme de partage de connaissances et informations, le site web contribuera à sensibiliser le public aux activités et aux réalisations de la WACOMP, à sensibiliser les bénéficiaires du programme, à encourager une participation accrue des bénéficiaires, des parties prenantes et des partenaires tant au niveau national que régional et à partager les ressources avec nos parties prenantes nationales et régionales.

Le site web a été conçu pour offrir une expérience conviviale grâce à une navigation et des fonctionnalités améliorées. Il vise à partager des informations pertinentes et engageantes avec les différentes parties prenantes opérant dans les chaînes de valeur sélectionnées des projets WACOMP respectifs, telles que le manioc, la mangue, les textiles/vêtements et les chaînes de valeur des TIC en Afrique de l'Ouest. Il couvre également les dernières activités menées par les composantes nationales du WACOMP sur les chaînes de valeur nationales telles que l'ananas, les cosmétiques, la peau, le cuir et la gomme arabique.

Le site web se concentrera sur les informations relatives aux activités et aux résultats de WACOMP, sur la chaîne de valeur d'importance critique pour la région, et sur tous les autres sujets pertinents aux niveaux régional et national. Une section consacrée aux "Nouvelles et événements" tiendra les visiteurs du site informés des dernières activités réalisées et à venir, tandis qu'une section "Ressources" donnera accès à un certain nombre d'outils très utiles : publications, bulletins d'information, multimédia, etc.

Pour plus d'informations, visitez notre site web disponible en anglais, français et portugais www.wacomp.ecowas.int





COMPOSANTES NATIONALES



GHANA

Le WACOMP procède à l'évaluation de laboratoires au Ghana

Les Petites et Moyennes Entreprises (PME) représentent environ 85 % du tissu entrepreneurial ghanéen et contribuent à hauteur de 70 % du produit intérieur brut du pays.

La plupart des petites entreprises ghanéennes ne sont pas compétitives sur les marchés mondiaux en raison de la non-conformité aux normes internationales pour lesquelles la disponibilité de laboratoires d'essai accrédités est essentielle.

Dans le cadre sa composante "conformité", le programme a procédé à l'évaluation de laboratoires cosmétiques et alimentaires identifiés éligibles pour l'obtention d'une accréditation et étendre la portée de tests.

L'expert de l'infrastructure nationale de qualité du WACOMP a visité les divers laboratoires pré-identifiés dans les villes d'Accra, Kumasi et Tamale. Les sites visités sont les suivants :

- les unités de normalisation et de certification des systèmes de l'Autorité Ghanéenne de Normalisation (GSA) ;
- le laboratoire de cosmétique et de chimie et l'unité de normalisation et de certification de la GSA ;
- le laboratoire de certification, d'alimentation et de physico-chimie de l'Autorité en charge des Aliments et des Médicaments (FDA) ;
- le laboratoire d'alimentation et de biochimie de l'Université des Sciences et Technologies Kwame Nkrumah(KNUST) de Kumasi ;
- le laboratoire des Sciences et Technologies Alimentaires de l'Université des études de développement (UDS) et;
- le laboratoire d'Analyse Alimentaire et Nutritionnelle de l'Institut de Recherche sur l'Agriculture de la Savane (SARI) de Tamale.

Sur la base des évaluations des laboratoires, des réunions bilatérales en ligne et des suivis sont en cours pour mettre en place la mesure corrective et valider les méthodes d'essai identifiées pour l'accréditation.

Les PME ghanéennes du secteur cosmétique renforcent leurs capacités en gestion de la qualité

Le beurre de karité, l'huile de coco et les huiles essentielles produites au Ghana jouissent d'un avantage comparatif. En dépit de leur haut potentiel d'exportation, très souvent ces produits ne répondent pas aux normes internationales qui leur permettraient de pénétrer les marchés étrangers.

Afin d'aider les PME à se conformer aux normes nationales et internationales, WACOMP et la Ghana Trade Fair Company ont organisé une conférence, à Tamale, sur les réglementations en matière de qualité et leur application. La conférence s'inscrivait dans le sillage du 24e salon international du commerce du Ghana.

Des experts de l'Autorité en charge des Aliments et des Médicaments (FDA), de l'Autorité de Normalisation du Ghana (GSA) et du programme WACOMP ont présenté les processus d'enregistrement et de certification des produits, et ont mis en lumière des principes élémentaires de gestion de la qualité. "J'avais toujours considéré les processus de certification particulièrement laborieux. Maintenant que j'en ai une meilleure compréhension, je vais mettre tout en place pour appliquer ces réglementations et permettre ainsi à mon entreprise de se développer.", confie la Directrice Générale de "360 Naturals".

Le guide pratique sur la conformité aux procédures des exigences de la GSA et de la FDA, préparé pour la conférence, est disponible sur le lien suivant : <https://bit.ly/2ZTQMf6>





GUINEA

Promotion de la filière de l'ananas guinéen sur le marché régional et international

La composante guinéenne du WACOMP promeut à travers ses activités de projet la relance de la filière ananas en Guinée et a organisé le 24 juin, par visioconférence, une rencontre dans le but de partager et valider les marchés à cibler pour l'exportation de l'ananas guinéen.

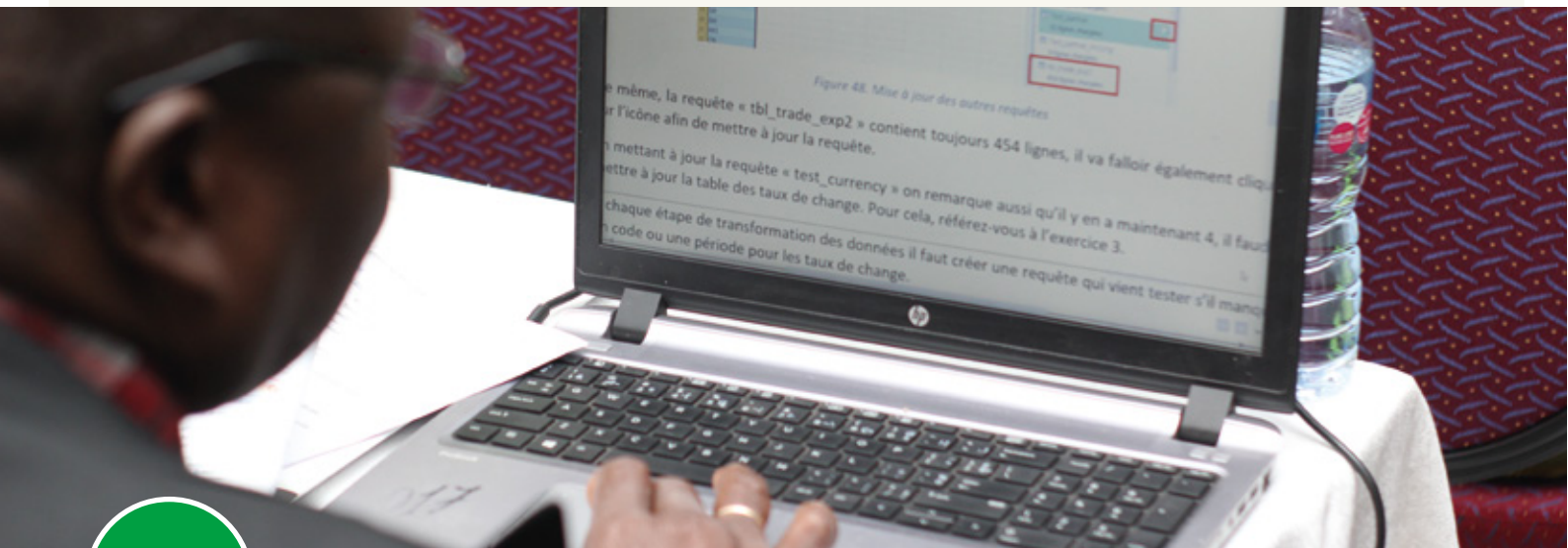
Cette réunion a rassemblé des experts de l'ONUDI et de l'ITC impliqués dans le projet REFILA et des acteurs publics et privés du secteur marketing guinéen.

La réunion a servi de cadre de réflexion et de concertation sur la validation du choix des marchés à cibler dans la sous-région, pour la réalisation de deux études de marché en faveur des principaux acteurs de la filière ananas en Guinée.

Ces études de marché permettront de collecter des informations et de les analyser afin d'identifier les caractéristiques et enjeux du marché et de promouvoir le positionnement de l'ananas guinéen sur ces marchés d'une part, et de proposer un plan de promotion et de commercialisation sur ces marchés cibles prioritaires d'autre part.

Les échanges de cette rencontre ont abouti à la sélection de plusieurs marchés, tels que la Gambie, le Mali, le marché marocain et le marché de l'Union européenne (avec un focus sur cinq pays).





SIERRA LEONE

Les organisations de soutien aux entreprises optimisent leurs capacités d'analyse du marché

Afin de permettre aux institutions d'appui au commerce de Sierra Leone de mieux appréhender les opportunités commerciales sur les marchés régionaux et internationaux, ITC a organisé un séminaire de deux semaines sur l'utilisation de ses outils d'analyse du marché, en juin dernier.

Les outils d'analyse du marché améliorent en effet la transparence des marchés. Ils permettent aux entreprises et institutions d'appui au commerce d'identifier les opportunités d'export et d'import, de comparer les conditions d'accès aux marchés et aident les responsables politiques à suivre les performances du commerce au niveau national.

Au cours de la formation, les institutions d'appui au commerce sierra-léonaises ont appris à utiliser les différents outils d'analyse du marché pour rassembler un certain nombre de données et informations sur les opportunités commerciales au niveau international.

En mai dernier, certaines institutions d'appui au commerce ont suivi des modules de formation sur le rôle des normes dans les chaînes d'approvisionnement durables.

La Sierra Leone cherche à établir son premier organisme de certification des systèmes de gestion accrédité au niveau international

Dans le cadre des efforts de la Sierra Leone pour développer une infrastructure qualité, le Bureau National de Normalisation (SLSB) travaille avec l'ONUDI à l'établissement du tout premier Organisme National de Certification des Systèmes de Gestion (MSCB) accrédité au niveau international selon la norme 17021.

L'existence d'une telle institution stimulera la compétitivité des producteurs locaux aux niveaux local et international. A l'heure actuelle, ils peuvent difficilement répondre aux exigences de qualité des clients et ne parviennent pas à améliorer leurs compétences en interne.

Le MSCB constituera un tournant historique dans le renforcement de l'infrastructure nationale de qualité. Pour la première fois, la Sierra Leone certifiera ses entreprises sous le label "Certifié en Sierra Leone, accepté mondialement". Ceci ouvre également la voie à une promotion durable de la culture de la qualité en défendant les entreprises qui inspirent la confiance des clients. Selon le Dr. Shaukat Hussain, Conseiller Technique Principal de la composante ONUDI, l'établissement d'un organisme de certification bénéficierait à la fois aux secteurs publics et se focalisera sur la certification des Micro, Petites et Moyennes Entreprises (MPME). Il a aussi souligné que 60 % des prérequis et que la mise en place de l'organisme de certification d'ici la fin de l'année.

Reconnaissant les efforts du WACOMP au niveau national, le Directeur Exécutif du Bureau de normalisation, le Professeur Thomas Yormah, a salué les améliorations en matière de qualité : "Grâce au soutien de nos partenaires, l'UE et l'ONUDI, l'infrastructure de qualité en Sierra Leone s'améliore progressivement. La mise en œuvre d'un système de gestion de la qualité va octroyer un sceau de crédibilité et conférer un statut unique à nos produits et services par le renforcement de leur qualité. Autrement dit, cela va se traduire par une plus grande compétitivité sur les marchés régionaux et internationaux."

En mai dernier, l'ONUDI a initié une série de formations sur les normes définissant les lignes directrices pour l'audit des systèmes de gestion. L'organisation prévoit par ailleurs d'organiser des formations d'auditeurs certifiés par l'IRCA.



Partenaires



Créée le 28 mai 1975 par le traité de Lagos, la CEDEAO est un groupe régional de 15 membres ayant pour mandat de promouvoir l'intégration économique dans tous les domaines d'activité des pays constitutifs. Considérée comme l'un des piliers de la Communauté économique africaine, la CEDEAO a été créée pour favoriser l'idéal d'autosuffisance collective de ses États membres. En tant que syndicat, il vise également à créer un seul grand bloc commercial grâce à la coopération économique. Les pays membres qui composent la CEDEAO sont: le Bénin, le Burkina Faso, le Cap-Vert, la Côte d'Ivoire, la Gambie, le Ghana, la Guinée, la Guinée Bissau, le Libéria, le Mali, le Niger, le Nigéria, la Sierra Leone, le Sénégal et le Togo



L'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) est une organisation ouest-africaine créée le 10 janvier 1994, dont la mission est de réaliser l'intégration économique des États membres, en renforçant la compétitivité des activités économiques dans la région ouest-africaine. Les pays membres composant la CEDEAO sont: le Bénin, le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, la Guinée-Bissau, le Mali, le Niger, le Sénégal et le Togo



European Union

Les États membres de l'Union européenne ont décidé de lier ensemble leur savoir-faire, leurs ressources et leur destin. Ensemble, ils ont construit une zone de stabilité, de démocratie et de développement durable tout en préservant la diversité culturelle, la tolérance et les libertés individuelles. L'Union européenne s'est engagée à partager ses réalisations et ses valeurs avec les pays et les peuples au-delà de ses frontières



L'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI) est l'institution spécialisée des Nations Unies qui promeut le développement industriel pour la réduction de la pauvreté, la mondialisation inclusive et la durabilité de l'environnement (ISID). Le mandat de l'ONUDI est de promouvoir et d'accélérer le développement industriel durable dans les pays en développement et les économies en transition.



Le Centre du commerce international (ITC) est l'agence conjointe des Nations Unies et de l'Organisation mondiale du commerce. L'ITC aide les petites et moyennes entreprises des économies en développement et émergentes à être plus compétitives sur les marchés mondiaux.

ECOWAS Commission, 101 Yakubu Gowon Crescent, Asokoro District, PMB 401, Abuja, NIGERIA

Commission de l'UEMOA, 380 Avenue Professeur Joseph KI-ZERBO 01 BP 543 Ouagadougou, BURKINA FASO

Delegation of the European Union to Nigeria and ECOWAS, Europe House, European Union Crescent, Off Constitution Avenue, Central Business District. P. O. Box 280 Garki, Abuja, NIGERIA

ITC, 54-56, rue de Montbrillant, 1202 Geneva, Switzerland Postal address: ITC, Palais des Nations, 1211 Geneva 10, SWITZERLAND

UNIDO, Vienna International Centre, Wagramerstrasse 5. P.O. Box 300 A-1400 Vienna, AUSTRIA

E: info-wacomp@ecowas.int

W: www.wacomp.ecowas.int